

Géopolitique, crises internationales, terrorisme : le rôle-clé des territoires

Agrégé d'histoire, énarque, ancien élève du Centre des hautes études de l'armement, Pierre Conesa a fait l'essentiel de sa carrière comme haut fonctionnaire au ministère de la Défense. Il a notamment été adjoint au directeur à la Délégation aux affaires stratégiques, à la Direction des relations internationales de la Délégation générale pour l'armement (DGA), puis conseiller du ministre de la Défense.

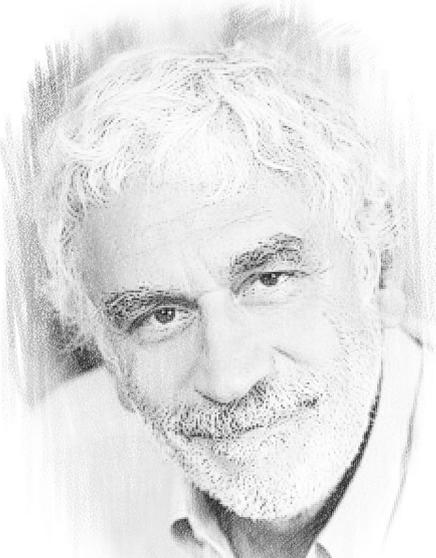
Dans l'entretien qu'il a accordé à Jean-Guy Bernard, Directeur Général de l'EM Normandie, Pierre Conesa appelle à davantage de pragmatisme en matière de relations internationales et de gestion des crises. A plus de pragmatisme également en matière de déradicalisation, où il propose de s'appuyer sur les élus locaux pour leur connaissance du tissu social. Mettant en évidence les atouts des territoires français au sein d'une économie globalisée et d'une scène géopolitique toujours mouvante, Pierre Conesa montre clairement tout l'intérêt qu'il y a à conduire une politique d'intelligence territoriale au plus près des réalités de terrain.

Quelle est votre approche de l'intelligence économique territoriale ?

Pour simplifier, je distinguerais deux grandes façons de penser et de mettre en œuvre des stratégies d'intelligence économique au profit des territoires. La première consiste à valoriser au maximum les atouts d'un territoire pour inciter des investisseurs à venir s'y installer et à y créer de la valeur. La seconde, c'est vendre les produits et services du territoire vers l'extérieur. Notons que le système français est ambigu en ce sens que nous voulons tout à la fois attirer des investisseurs et conserver la haute main sur nos fleurons industriels. En outre, les territoires n'obéissent pas tous à une même logique. Les autorités publiques doivent donc conduire un audit adapté aux besoins de chaque territoire. Dans le nord de la France, avec de très forts taux de chômage, il est somme toute normal que les territoires aient pour première préoccupation la création d'emploi, donc la volonté de faire venir des investisseurs. La région capitale en revanche cherche à vendre son savoir-faire dans le monde. On voit donc

bien que la politique d'intelligence territoriale doit faire du sur-mesure en fonction des diverses configurations. Ensuite, nous nous trouvons confrontés à la complexité du découpage territorial français, avec ces multiples niveaux d'action. Beaucoup de Français sont attachés au département, mais ce dernier constitue-t-il une plateforme d'action adéquate dans une économie globalisée ? Cette nostalgie de modèles surannés ne pèse-t-elle pas comme un fardeau sur nos économies ?...

Au sein d'une planète mondialisée où les événements politiques, économiques, sociaux interagissent en permanence entre eux, les territoires ne doivent-ils pas se montrer particulièrement attentifs aux évolutions observées, notamment dans les zones "chaudes", telle que la zone Iran - Arabie saoudite, dont vous êtes un spécialiste. Quelles peuvent être les conséquences des évolutions géopolitiques récentes dans cette partie du monde sur nos territoires ?



Pierre Conesa

Comprendre & Entreprendre



De par sa vocation, l'EM Normandie entretient un lien puissant avec son territoire et les entreprises qui s'y développent. D'où sa légitime implication dans les enjeux relevant de l'Intelligence Économique et Territoriale. Car c'est ici, sur notre sol, que s'enracinent les projets qui assureront demain notre prospérité. La lettre de réflexion Comprendre & Entreprendre vise à soutenir cette dynamique. Elle s'adresse à toutes celles et ceux qui anticipent, imaginent l'avenir et doivent faire des choix stratégiques. Seule la combinaison astucieuse de l'action et de la réflexion nous permettra d'optimiser notre positionnement et notre engagement au sein d'un monde complexe et mouvant.

Ne serait-il pas grand temps pour nous autres Français, d'apprendre à raisonner sur un mode pragmatique ? Le territoire ne doit pas se mettre dans une logique politique, il doit se situer dans une perspective économique.

Soyons lucides : si l'on ne devait faire du commerce qu'avec des pays réellement démocratiques, il y aurait peu de zones où nous pourrions nous déployer !

D'abord, ce que les territoires peuvent faire – et ce de manière beaucoup plus fine que le système diplomatique français – c'est identifier des zones où existent des besoins spécifiques et des moyens de paiement. Prenons l'exemple de l'Azerbaïdjan.

Souvenons-nous que les anciens pétroles du Caucase ont représenté à une époque la moitié de la production mondiale de pétrole. Avec l'explosion de l'ex-URSS, le pays est redevenu indépendant. Non seulement il est resté un pays producteur de pétrole mais encore c'est sur son territoire que transitent les pipelines pétroliers venant d'Asie centrale. Il a donc de l'argent. La question qui se pose aux territoires français est de savoir quels sont les besoins d'un pays émergent de ce type auxquels ils peuvent répondre. D'emblée se pose la question de la perception que nos territoires ont de ces zones. Si l'on poursuit sur l'exemple de l'Azerbaïdjan, qu'en est-il ? L'Azerbaïdjan est un pays laïc, à dominante chiite, où coexistent différentes religions. Mais on le connaît mal. On s'en méfie. L'image que l'on en a, résulte d'une perception où se mêlent la peur, la méconnaissance et une kyrielle de clichés hérités du passé. Bref, c'est une perception erronée, ne correspondant en rien aux réalités géopolitiques, où l'affectif prend le pas sur le rationnel. A côté, l'Arménie qui est un pays qui se vide et assez pauvre, nous est sentimentalement plus proche, sans cependant offrir de réels débouchés au regard du puissant voisin azerbaïdjanais. Ne serait-il pas grand temps, pour nous autres Français, d'apprendre à raisonner sur un mode pragmatique ? Le territoire ne doit pas se mettre dans une logique politique, il doit se situer dans une perspective économique. Cessons de porter des jugements de valeur occidentalocentrés ! Cessons de partager le monde entre les "bons" et les "méchants" ! Soyons lucides : si l'on ne devait faire du commerce qu'avec les pays réellement démocratiques, il y aurait peu de zones où nous pourrions nous déployer !

Pour en revenir à votre question concernant les pays du Golfe, il est clair qu'ils sont tous confrontés à une même question : que faire après le pétrole ? Ils se sont tous faits vendre par des cabinets de consulting anglo-saxons des plans de développement à l'échelon 2025/2030, à peu près identiques d'ailleurs (biotechnologies, médias, communication, etc.). Tous ont en tête le modèle de Dubaï avec ses zones franches. Avec vingt ans de retard, et tous en même temps, ils se lancent sur ce créneau, en ne voyant pas que les conditions locales sont extrêmement différentes. Pour leur vendre des biens ou services que nos territoires peuvent offrir, il faut donc avoir recours à des cabinets de veille technologique par exemple, qui vont identifier besoins et ressources des deux côtés et parvenir à les ajouter. Le

Golfe fascine mais il ne faut pas oublier qu'à chaque fois, il faut un sponsor local, qui détient 51% du capital. Ce qui n'est pas le cas en Azerbaïdjan... Il est donc clair que l'on ne peut pas laisser une entreprise d'une région française s'aventurer seule sur une telle zone. C'est là qu'une vraie politique d'intelligence territoriale peut se révéler être d'un grand secours.

Vu sous l'angle des territoires, et sauf cas de déflagration pour cause de guerre, je ne vois pas de risques majeurs pour les entreprises françaises sur ces zones, sauf pour les grandes dont les destinées sont souvent liées au pouvoir politique. En ce sens, il faut garder à l'esprit le fait que l'intelligence territoriale concerne d'abord la micro-économie, tant en ce qui concerne le territoire d'origine que le territoire d'accueil. Cela est parfois dû simplement à l'action d'une ou plusieurs personnes. Orléans a ainsi su, à partir d'une première expérience, construire une véritable offre globale pour des investisseurs japonais, incluant des écoles et des services dédiés aux expatriés japonais. Nous sommes là sur des logiques où la rapidité et la finesse des propositions n'ont rien à voir avec les voyages présidentiels à l'international accompagnés des grands pontes du CAC 40.

En dehors de cet aspect guerre que vous évoquez, et qu'en vérité personne ne maîtrise, le vrai risque dans la région du Golfe me paraît surtout être la manière dont les Américains jouent de l'extra-territorialité de leur droit pour torpiller ou faire main basse sur des entreprises étrangères, françaises dans le cas qui nous intéresse ici, notamment en frappant celles qui travaillent avec l'Iran en dépit de l'embargo américain et en usant du dollar comme monnaie. Là, la dimension politique de la démarche est extrêmement importante. Voyez ce qu'il est advenu d'Alstom ! Lorsqu'elles mettent imprudemment le doigt dans cette machine infernale qu'est le système judiciaire américain, les entreprises, qu'elles aient raison ou qu'elles aient tort, préfèrent négocier. C'est là une donnée capitale que doivent prendre en compte les entreprises qui veulent aller sur des marchés où elles vont travailler en dollars ou être en contact avec des intérêts américains. Et c'est là un risque beaucoup plus réel qu'une conflagration armée, qui apparaît comme plus hypothétique et face à laquelle les entreprises de toutes façons ne peuvent rien.

Vous avez été un haut fonctionnaire du Ministère de la Défense. Aujourd'hui, nous sommes entrés dans la discussion parlementaire portant sur la nouvelle Loi de programmation militaire. Quelles en seront les conséquences pour nos territoires ? Plus généralement, quel regard portez-vous sur les évolutions stratégiques qui dessinent pour nos armées ?

Le ministre de la Défense est en France une personnalité à multiples casquettes, qui est en quelque sorte un gouvernement à lui seul. Il fait de l'aménagement du territoire, il est un gros employeur local,

il finance la recherche, il aide à l'exportation... La médiation à l'endroit des territoires se fait essentiellement via les parlementaires, qui viennent le voir pour expliquer leurs projets ou leurs doléances. S'entrechoquent alors les paramètres techniques et politiques. L'une des manières à mon sens de sanctuariser une activité industrielle lorsqu'elle se trouve localisée, est d'y impliquer un partenaire européen solide, qui rend la fermeture du lieu plus complexe à gérer.

L'une des difficultés inhérentes à toute loi de programmation militaire est de rigidifier le cadre de pensée et d'action, et, par là-même, d'empêcher la créativité pure. Un bon exemple en est le poids du Rafale qui nous a fait rater la révolution des drones. A contrario, les Israéliens, par pragmatisme, ont tout de suite compris l'enjeu et ont su adapter des technologies civiles naissantes à des enjeux militaires, le tout à des coûts fort modestes. Or nous le voyons bien au quotidien, les nouvelles formes de conflits exigent une très forte capacité d'adaptation, dans des délais très rapides. Le fait de s'enfermer dans un plan à cinq ans est un exercice à risques, il suffit pour s'en convaincre de regarder ce qui s'est fait ces trente dernières années. Si l'on met à part la première loi de programmation militaire lancée sous l'égide du général de Gaulle, aucune n'a été respectée... En réalité, c'est plus un engagement politique que budgétaire. Exercice d'autant plus important que la Défense est par excellence le champ où les recherches technologiques sont financées par l'Etat et où les règles européennes ne sont pas applicables. Aussi, pourquoi n'imaginerait-on pas un système favorisant la mise au point des prototypes, en suspendant la production réelle aux évolutions de l'actualité des conflits ?...

En outre, à mon sens, le seul paramètre sur lequel on peut jouer pour financer une loi de programmation militaire consiste à réduire la voilure des interventions extérieures. Et là, c'est d'abord dans la tête des politiques que peuvent se modifier les orientations stratégiques. Ce dont semble être conscient le Président Macron. En matière d'opérations extérieures, il y a deux questions majeures à se poser face à une crise. Premièrement, où sont nos intérêts dans cette crise ? Il y a des centaines de crises ouvertes ou larvées dans le monde, la France n'a pas vocation à les prendre en compte. Deuxièmement, l'outil militaire est-il indispensable à la résolution de la crise ? Car à chaque fois qu'il y a intervention armée, on sait que l'on entre dans un cercle vicieux dont il est toujours difficile de s'extraire. Or, les politiques ne raisonnent pas de la sorte. Sous la pression médiatique, ils attendent le ressenti de l'opinion publique. Dès lors, on n'évolue plus dans une perspective stratégique qui implique la prise en compte du long terme et en plaçant l'intérêt national au premier plan, mais sous le coup de l'émotion, en temps réel ou presque...

Cela nous amène à la question des risques intérieurs, notamment terroristes. Vous avez récemment publié avec François-Bernard Huyghe et Margaux Chouraqui une analyse très fine sur la communication francophone de Daech. Comment voyez-vous l'évolution du risque terroriste au sein de nos territoires ?

Nous nous sommes posés la question de savoir ce qui, dans la propagande de Daech, avait changé au point de motiver des groupes qui, dans leur grande partie, ne sont nullement arabophones. Première remarque : le nombre de départs par rapport à la population musulmane est moindre en France qu'il ne l'est en Angleterre ou en Belgique. Autrement dit, le pays communautariste n'est pas plus protégé que le pays laïque. La nature du discours a considérablement changé en regard de celui porté il y a quelques années par Al-Qaïda. Ce dernier, en anglais et en arabe, était constitué de longs sermons. Daech, lui, communique en onze langues différentes, avec des spécialistes de la sémantique qui adaptent le contenu rédactionnel au pays visé, ce qui signifie que Daech s'adresse prioritairement à des expatriés ou des immigrés de la seconde génération. Pas ou peu de sermons. Le gars qui est parti envoie à ses copains des messages, des photos ou des vidéos montrant qu'il a une arme, une maison, un véhicule 4x4, une femme... donc des biens et du pouvoir. Il n'y a pas ici de communication descendante, d'une autorité vers la base. Là où Al-Qaïda disait : "*Deviens un bon musulman, et tu viendras faire le djihad*", Daech inverse l'ordre des priorités en disant : "*Viens faire le djihad, tu deviendras un bon musulman*". Enfin, autre élément-clé à prendre en compte, qui rejoint l'axe de notre discussion : le territoire. Daech disait en substance : "*Regardez, il y a un territoire islamique, un vrai, régi par la loi islamique*". Et ce discours a trouvé un écho chez nous.

Dès lors, comment faire pour enrayer cette propagande ? Les politiques au début étaient d'ailleurs très timorés. Il a fallu les sanglants attentats de 2015 sur notre sol pour qu'ils se décident à ouvrir les yeux et prendre des mesures. On a ainsi constaté, cartographie à l'appui, que l'on avait laissé s'installer sur notre territoire des poches salafistes, où se déployaient de la propagande et des réseaux. Dès 2014, j'ai plaidé pour que la détection des réseaux et les mesures de déradicalisation soient initiées à l'échelon des communes et non de l'Etat. Car personne ne connaît mieux le tissu social que les communes. Bien sûr, il faut prendre en compte la lâcheté de certains élus locaux qui préfèrent s'appuyer sur les salafistes au motif fallacieux qu'ils font régner l'ordre, refusent la drogue, etc. attitude qui fut par exemple celle des

En matière d'opérations extérieures, il y a deux questions majeures à se poser. Où sont nos intérêts dans cette crise ? L'outil militaire est-il indispensable à la résolution de la crise ?

A chaque fois qu'il y a intervention armée, on sait que l'on entre dans un cercle vicieux dont il est toujours difficile de s'extraire.

édiles de Molenbeek. Dans mon esprit, il ne s'agit pas de transformer les élus locaux en espions, mais force est de reconnaître que les effectifs de la DGSI sont limités et notoirement insuffisants au regard de l'ampleur de la menace. De fait, l'élu local est en lien permanent avec les enseignants, les travailleurs sociaux, les associations gestionnaires de mosquées... Aussi, lorsque l'on parle de déradicalisation, ce qu'il faut faire sauter en premier lieu, ce sont les blocages dans la tête des politiques, pour lever les inhibitions et obliger élus et autorités à ouvrir les yeux. Autrement dit, les encourager et les former à observer, à déceler, à comprendre puis à agir, en fonction du terrain et des populations. Comme vous le voyez, l'intelligence territoriale se décline sur de multiples plans, et, dans cette perspective, le socle de toute action reste la connaissance "pointue" des populations, des réseaux, des hommes et du terrain...

Pour en savoir plus : Pierre Conesa a beaucoup publié. En mai prochain sortira *Hollywar - Hollywood, arme de propagande massive* (Editions Robert Laffont). On lui doit en particulier *Docteur Saoud et Mister Djihad, la diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite* (Robert Laffont, 2016), *Le guide du paradis* (Editions de l'Aube, 2016), *Le guide du petit djihadiste* (Fayard, 2016), *La fabrication de l'ennemi ou comment tuer avec sa conscience pour soi* (Robert Laffont, 2011 – traduit en chinois, japonais et arabe).

Dans ce dernier ouvrage, Pierre Conesa écrivait (p.71-72) : *"En 1992, le monde se mobilisait pour aller sauver la Somalie des griffes des chefs de guerre et l'opération ONUSOM rassemblait des forces venues de seize pays. Aujourd'hui, la crise persiste mais la Somalie ne mérite pas plus qu'une conférence internationale. Comment se constitue la vision publique d'une crise et se justifie l'envoi de soldats ? Qui sont les faiseurs d'opinion ? Faut-il considérer comme témoins d'une époque les intellectuels, même médiocres mais plus lus et diffusés, à même de se faire entendre quelle que soit leur expertise sur le sujet traité, ou au contraire les visionnaires qui par la suite se sont révélés avoir eu raison, mais plus tard ? [...] Faut-il prendre comme marqueurs les différents chroniqueurs qui ont entretenu le mythe du Péril jaune ou ceux qui l'ont critiqué ? Philippe Sollers ou Simon Leys sur la Révolution culturelle chinoise ? Evidemment les premiers ont bien plus influencé l'opinion. Nous appellerons donc "marqueurs d'ennemis", à l'instar des "marqueurs identitaires", les entités publiques ou privées, institutions ou individus qui, au nom de l'intérêt public, contribuent à désigner l'ennemi à l'opinion. La guerre n'est plus l'affaire de quelque souverain en mal de gloire, elle est devenue l'affaire de tous. C'est pourquoi la préparation des esprits dans le choix de l'ennemi procède aussi d'un mécanisme sociologique qui construit l'adhésion collective"...*

Abstract

Geopolitics, International Crises, Terrorism: the key role of Territories

A Senior Lecturer in History, Pierre Conesa graduated from the French National School of Public Administration and the Institute for Advanced Armament Studies. He served most of his career with the Ministry of Defence. He was during that time Deputy Director of Strategic Affairs, of International Relations in the Defence Procurement Agency, and an Advisor to the Minister of Defence.

In his interview with EM Normandie Director General Jean-Guy Bernard, Pierre Conesa put the case for a more pragmatic approach in international relations and crisis management. Further pragmatism should also rule in matters of de-radicalisation, for which he suggested to rely more on local community elected representatives. While defining clearly the assets French domestic territories hold in the context of our globalised economy and ever-changing geopolitics, Pierre Conesa showed the obvious rationale of implementing a Territory Intelligence policy that remains close to field reality.

Comprendre & Entreprendre

Une publication de l'EM Normandie
Directeur de publication : Jean-Guy Bernard
Illustration Rossana - ISSN en cours

Contact : Ludovic Jeanne

EM Normandie 9, rue Claude Bloch 14052 Caen cedex 4
Tél. : +33 (0) 2 31 46 78 87
Courriel : ljeanne@em-normandie.fr - www.em-normandie.fr

Notre vision de l'Intelligence Économique et Territoriale



Comment rétablir dans nos économies le sens du stratégique, réhabiliter le long terme, se protéger tout en se montrant innovant ? En conciliant veille et action, vision et pragmatisme, l'Intelligence Économique & Territoriale (IET) s'impose comme un levier de compétitivité. Ensemble cohérent de pratiques et de connaissances, l'IET aide les entreprises comme les territoires à se positionner, se défendre mais aussi anticiper et se développer. Agir avec succès exige d'éclairer l'action par une compréhension fine des marchés et des environnements. À cet égard, l'IET est l'affaire de tous. Car le sens des responsabilités de chacun décide du succès commun.

De fait, l'IET s'impose à la fois comme un mode d'action et un regard multidimensionnel, cherchant à comprendre la complexité du monde pour mieux la maîtriser. L'IET nous invite ainsi à redéfinir nos cultures organisationnelles, à revoir nos pratiques et nos méthodes. Rien ne se fera sans convergence entre acteurs publics et privés, sans l'adhésion de tous à un projet commun, enraciné dans un territoire. Face aux nouveaux défis, mêlant harmonieusement action et réflexion, l'IET constitue le socle des succès à venir.